



Cugnaux

Plan d'Occupation des Sols

Approuvé par DCM du 25 mars 2002

3^{ème} Modification

5 – ANNEXES

- Plan de Prévention des Risques Sécheresse approuvé par arrêté préfectoral du 18 juillet 2006.
- Plan d'Exposition au Bruit de l'aérorome de Toulouse-Francazal : arrêté préfectoral du 18 juin 2008
- Arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures de transport terrestre de la Haute-Garonne, du 18 janvier 2006.

Dossier approuvé par
Délibération du Conseil de Communauté
du 05 octobre 2009



ARRETE PREFECTORAL

portant approbation du
Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles de mouvements différentiels de
terrain consécutifs au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux
pour la commune de CUGNAUX,

**LE PREFET DE LA REGION MIDI – PYRENEES,
PREFET DE LA HAUTE – GARONNE**
Officier de la Légion d'Honneur,

- VU** le code général des collectivités territoriales,
- VU** le code de l'urbanisme
- VU** le code de l'environnement
- VU** la loi n° 2004-811 du 13 août 2004, relative à la modernisation de la sécurité civile,
- VU** la loi n° 95-101 du 2 février 1995 modifiée relative au renforcement de la protection de l'environnement,
- VU** le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ; modifié par décret n°2005-3 du 4 janvier 2005,
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 02 février 2004 prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles de mouvements différentiels de terrain consécutifs au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux pour la commune de CUGNAUX,
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 20 avril 2005, prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 30 mai 2005 au 30 juin 2005 sur le projet de Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles de mouvements différentiels de terrain consécutifs au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux pour la commune de CUGNAUX,
- VU** l'avis réputé favorable du conseil municipal de CUGNAUX,
- VU** les rapports et conclusions de la Commission d'Enquête en date 28 septembre 2005,
- VU** les modifications apportées au dossier pour faire droit aux observations de la Commission d'Enquête et du conseil municipal,
- SUR** proposition du Directeur Départemental de l'Équipement de la Haute-Garonne.

ARRETE

Article 1^{er} : Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles de mouvements différentiels de terrains consécutifs au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux pour la commune de CUGNAUX annexé au présent arrêté, est approuvé.

Article 2 : Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles, visé à l'article 1, vaut servitude d'utilité publique et sera, à ce titre, annexé au document d'urbanisme de la commune de CUGNAUX, en application des dispositions de l'article L 126 – 1 du code de l'urbanisme.

Article 3 : Le présent arrêté fera l'objet d'une mention, à la diligence du préfet et à ses frais, en caractères apparents, dans un journal diffusé dans le département.

Cet arrêté sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Garonne.

Une copie du présent arrêté sera publiée par voie d'affichage en mairie de CUGNAUX à la diligence du maire, pendant un mois au minimum.

Article 4 : Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles, visé à l'article 1, est tenu à la disposition du public, tous les jours ouvrables et aux heures habituelles d'ouverture des bureaux :

- 1 – à la mairie de CUGNAUX
- 2 – à la Préfecture de la Haute – Garonne.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès du Préfet de la Haute-Garonne, soit d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables.

Il peut faire également l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Toulouse soit :

- 1 - directement, en l'absence de recours préalable, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 3,
- 2 - à l'issue d'un recours préalable, dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de la commune de CUGNAUX, le Directeur Régional et Départemental de l'Équipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Fait à Toulouse le

22 DEC. 2008

Pour le Préfet
La Sous-Présidente, Directrice de Cabinet

Anne-Cécile BAUDOUIN-CLERC

LISTE DES DESTINATAIRES

Territoire n°2 - Cantons de Toulouse 13, Blagnac, Leguevin et Tournefeuille

Mairies de :

Beauzelle,
Blagnac,
Brax,
Colomiers,
Cornebarrieu,
Cugnaux,
La Salvetat-St-Gilles,
Lasserre,
Leguevin,
Levignac,
Merenvielle,
Mondonville,
Pibrac,
Plaisance du Touch,
Pradere les Bourguets,
Sainte-Livrade,
Tournefeuille,
Villeneuve-Tolosane.

Territoire n°3 - Arrondissement de Muret Cantons de Muret, Portet sur Garonne et Saint-Lys

Mairies de :

Bonrepos sur Aussonnelle,
Bragayrac,
Cambarnard,
Eaunes,
Empeaux,
Fonsorbes,
Fontenilles,
Frouzins,
Labarthe sur Leze,
Labastidette,
Lagardelle sur Leze,
Lamasquere,
Lavernose-Lacasse,
Le Fauga,
Lherm,
Muret,
Pins-Justaret,
Pinsaguel,
Portet sur Garonne,
Roques,
Roquettes,
Saiguede,
Saint-Clar de Riviere,
Saint-Hilaire,
Saint-Lys,
Saint-Thomas,
Sainte-Foy de Peyrolières,
Saubens,
Seysses,
Villate.

Territoire n°4 - Cantons de Cadours, Grenade

Mairies de :

Aussonne,
Bellegarde Sainte-Marie,
Bellesserre,
Bretx,
Brignemont,
Cabanac-Seguenville,
Cadours,
Caubiac,
Cox,
Daux,
Drudas,
Garac,
Grenade,
Lagraulet-Saint-Nicolas,
Laréole,
Larra,
Launac,
Le Burgaud,
Le Castera,
Le Gres,
Menville,
Merville,
Montaigut-sur-Save,
Ondes,
Pelleport,
Puysegur,
Saint-Cezert,
Saint-Paul-sur-Save,
Seilh,
Thil,
Vignaux.



PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

Direction
Départementale
de l'Équipement et
de l'Agriculture

Haute-Garonne

Service Risques
et Gestion de Crise



Plan de prévention des risques naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne

PPR SECHERESSE
Règlement

**PLAN DE PREVENTION DES RISQUES
NATURELS PREVISIBLES (PPR)
MOUVEMENTS DIFFÉRENTIELS DE TERRAIN LIÉS AU
PHÉNOMÈNE DE
RETRAIT-GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX**

(Haute-Garonne)

REGLEMENT

TITRE I- PORTÉE DU RÈGLEMENT

Article I-1 Champ d'application

Le présent règlement détermine les mesures de prévention des risques naturels prévisibles de mouvements de terrain différentiels liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux.

En application de l'article L.562-1 du Code de l'Environnement, le plan de zonage comprend une zone unique caractérisée comme moyennement exposée (B2).

Les dispositions du présent règlement sont définies en application de l'article L.562-1 du Code de l'Environnement, sans préjudice des règles normatives en vigueur. Elles s'appliquent à l'ensemble des zones à risques délimitées sur le plan du zonage réglementaire, sauf dispositions contraires explicitement mentionnées.

Article I-2 Effets du P.P.R.

Le PPR approuvé vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé au PLU, conformément à l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme. Les mesures prescrites dans le présent règlement sont mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

Conformément à l'article L.562-5 du Code de l'Environnement, le non-respect des mesures rendues obligatoires est passible des peines prévues à l'article L.480-4 du Code de l'Urbanisme.

La loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée, relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (article L.125-1 du Code des assurances) a fixé pour objectif d'indemniser les victimes de catastrophes naturelles en se fondant sur le principe de mutualisation entre tous les assurés et la mise en place d'une garantie de l'État.

Il s'agit de la couverture du sinistre au titre de la garantie " catastrophes naturelles " sachant que celle-ci est soumise à certaines conditions :

- l'agent naturel doit être la cause déterminante du sinistre et doit présenter une intensité anormale
- les victimes doivent avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les dommages d'incendie ou les dommages aux biens ainsi que, le cas échéant, les dommages aux véhicules terrestres à moteur. Cette garantie est étendue aux pertes d'exploitation, si elles sont couvertes par le contrat de l'assuré
- l'état de catastrophe naturelle, ouvrant droit à la garantie, doit être constaté par un arrêté interministériel (du ministère de l'Intérieur et de celui de l'Économie, des Finances et de l'Ecologie). Il détermine les zones et les périodes où a eu lieu la catastrophe, ainsi que la nature des dommages résultant de celle-ci et couverts par la garantie (article L.125-1 du Code des assurances).

Toutefois, selon les dispositions de l'article L.125-6 du Code des Assurances, l'obligation de garantie de l'assuré contre les effets des catastrophes naturelles prévue à l'article L.125-2 du même code ne s'impose pas aux entreprises d'assurance à l'égard des biens immobiliers construits en violation des règles prescrites d'un PPR approuvé. Cette dérogation à l'obligation de garantie de l'assuré ne peut intervenir que lors de la conclusion initiale ou du renouvellement du contrat d'assurance.

TITRE II - MESURES APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS INDIVIDUELLES NOUVELLES (HORS PERMIS GROUPÉS) ET AUX EXTENSIONS DE CONSTRUCTIONS INDIVIDUELLES

Les prescriptions suivantes ne s'appliquent pas aux abris légers ou annexes d'habitations n'excédant pas 20 m² et s'ils ne sont pas destinés à l'occupation humaine.

II-1) Étude géotechnique définissant les mesures à appliquer :

Article II-1-1 Est prescrite :

- La réalisation d'une étude géotechnique conformément à la mission géotechnique type G12 (étude géotechnique d'avant-projet) au sens de la norme NF P94-500 et le respect des mesures en résultant en vue de résister aux tassements ou gonflements différentiels, ainsi que de ne pas aggraver les risques sur les parcelles voisines.
Cette étude géotechnique :
 - devra préciser la nature et les caractéristiques des sols du site
 - devra couvrir la conception, le pré-dimensionnement et l'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction (structure, chaînages, murs porteurs, canalisations, etc.) aux caractéristiques du site
 - devra se prononcer sur les mesures et recommandations applicables à l'environnement immédiat (éloignement des plantations, limitations des infiltrations dans le sol, etc).
- A défaut de réaliser une étude géotechnique, un ensemble de dispositions structurales et de dispositions concernant l'environnement immédiat du projet devra être respecté (cf.II-2) dans sa totalité afin de prévenir les risques de désordres géotechniques.

Nota : l'étude de sol est à privilégier car elle permet d'adapter au plus près les mesures structurales et les mesures sur l'environnement par rapport à la nature du sol et à la configuration de la parcelle. Toutefois, il convient d'insister sur l'importance du respect des règles de l'art notamment sur la structure au-delà des seules fondations, qui même profondes peuvent ne pas suffire pour garantir la résistance des constructions. Il conviendra donc de s'assurer de disposer des compétences suffisantes auprès des bureaux d'étude et de maîtrise d'œuvre.

Nota : Dans le cas où l'ensemble des mesures forfaitaires ne sont pas applicables pour des motifs réglementaires ou techniques, alors l'étude géotechnique devient obligatoire. Cela peut être le cas de zone urbaine dense avec un petit parcellaire.

Article II-1-2 Est recommandé :

- La réalisation des missions géotechniques G2 (étude géotechnique de projet) et G3 (étude et suivi géotechnique d'exécution) au sens de la norme NF P94-500.

II-2) Ensemble forfaitaire de mesures s'appliquant à défaut d'étude géotechnique :

II-2-1) Mesures structurales :

Article II-2-1-1 Est interdite :

- l'exécution d'un sous-sol partiel.

Article II-2-1-2 Sont prescrites :

Les dispositions de conception et de réalisation des constructions suivantes :

- la profondeur minimum des fondations est fixée à 0,80 m, sauf rencontre de sols durs non argileux à une profondeur inférieure ;
- sur terrain en pente et pour des constructions réalisées sur plate-forme en déblais ou déblais-remblais, ces fondations doivent être descendues à une profondeur plus importante à l'aval qu'à l'amont afin d'assurer une homogénéité de l'ancrage ;
- les fondations sur semelles doivent être continues, armées et bétonnées à pleine fouille, aussitôt après ouverture, selon les préconisations de la norme DTU 13-12 : Règles pour le calcul des fondations superficielles.
- toutes parties de bâtiment fondées différemment et susceptibles d'être soumises à des tassements ou des soulèvements différentiels doivent être désolidarisées et séparées par un joint de rupture sur toute la hauteur de la construction ;
- les murs porteurs doivent comporter un chaînage horizontal et vertical liaisonné selon les préconisations de la norme DTU 20-1 : Règles de calcul et dispositions constructives minimales ;
- la réalisation d'un plancher porteur sur vide sanitaire ou sur sous-sol total, voire d'un radier général, est recommandée. A défaut, le dallage sur terre-plein doit faire l'objet de dispositions assurant l'atténuation du risque de mouvements différentiels vis-à-vis de l'ossature de la construction et de leurs conséquences, notamment sur les refends, cloisons, doublages et canalisations ;
- la mise en place d'un dispositif spécifique d'isolation des murs en cas de source de chaleur en sous-sol.

II-2-2) Mesures applicables à l'environnement immédiat :

Article II-2-2-1 Sont interdits :

- toute réalisation de nouveau puits à moins de 10 m d'une construction

Article II-2-2-2 Sont prescrits :

- le rejet des eaux usées et d'eaux pluviales dans le réseau collectif lorsqu'il existe. A défaut, les éventuels rejets doivent être situés à une distance d'éloignement minimale de 5 m de toute construction individuelle, mais il est préférable d'augmenter cette distance lorsque cela est possible

Nota : dans les communes dotées d'une carte d'aptitude des sols à l'assainissement et /ou d'un schéma communal d'assainissement pluvial, il faut également se référer à ces documents

- la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (raccords souples...) ;

- la mise en place, sur toute la périphérie de la construction (sauf les parties mitoyennes déjà construites ou déjà revêtues), d'un dispositif d'une largeur minimale de 1,50 m s'opposant à l'évaporation, sous la forme d'un écran imperméable sous terre végétale (géomembrane) ou d'un revêtement étanche (terrasse), dont les eaux de ruissellement seront récupérées par un dispositif d'évacuation de type caniveau. Le stockage éventuel de ces eaux de ruissellement à des fins de réutilisation doit être étanche et le trop plein doit être évacué à une distance minimale de 1,5 m de toute construction individuelle ;
- le captage des écoulements de faible profondeur, lorsqu'ils existent, par un dispositif de drainage périphérique situé à une distance minimale de 2 m de toute construction individuelle ;
- l'arrachage ou l'élagage périodiques des arbres et arbustes d'eau existants situés à une distance de l'emprise de la construction projetée inférieure à leur hauteur. A défaut de possibilité d'arrachage ou d'élagage des arbres situés à une distance de l'emprise de la construction inférieure à leur hauteur, notamment lorsqu'ils sont situés sur le domaine public, un espace boisé et classé et que l'accord de l'autorité compétente n'a pu être obtenu, ou, lorsqu'ils présentent un intérêt majeur particulier, la mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m sera obligatoire ;
- pour toute nouvelle plantation d'arbre ou d'arbuste, le volume de l'appareil aérien doit être maîtrisé par un élagage régulier afin que la hauteur de l'arbre reste toujours inférieure à sa distance par rapport à la construction (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes), sauf mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m.

Article II-2-2-3 Est recommandé :

- pour les puits existants, et en l'absence d'arrêté préfectoral définissant les mesures de restriction des usages de l'eau, quelle que soit l'origine de l'eau utilisée, d'éviter tout pompage excessif à usage domestique, entre mai et octobre, dans un puit situé à moins de 10 m d'une construction individuelle et où la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.
- le respect d'un délai minimum de 1 an entre l'arrachage des arbres de grandes tailles situés dans l'emprise du projet ou à ses abords, s'ils sont nombreux (plus de 5), avant le début des travaux de construction.

TITRE III- MESURES APPLICABLES À TOUS LES AUTRES BÂTIMENTS (DONT LES PERMIS GROUPÉS) À L'EXCEPTION DES BÂTIMENTS À USAGE AGRICOLE
--

Les prescriptions suivantes ne s'appliquent pas aux abris légers ou annexes d'habitations n'excédant pas 20 m² et s'ils ne sont pas destinés à l'occupation humaine.

Article III-1 Est prescrite :

La réalisation d'une étude géotechnique conformément à la mission géotechnique type G12 (étude géotechnique d'avant-projet) au sens de la norme NF P94-500 et le respect des mesures en résultant en vue de résister aux tassements ou gonflements différentiels, ainsi que de ne pas aggraver les risques sur les parcelles voisines. Cette étude de sols :

- devra préciser la nature et les caractéristiques des sols argileux du site
- devra couvrir la conception, le pré-dimensionnement et l'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction (structure, chaînages, murs porteurs, canalisations, etc.) aux caractéristiques du site
- devra se prononcer sur les mesures et recommandations applicables à l'environnement immédiat (éloignement des plantations, limitations des infiltrations dans le sol, etc.)

Nota : l'augmentation des contraintes sur les mesures structurales peut être aussi un moyen de s'affranchir des mesures sur l'environnement immédiat

TITRE IV- MESURES ET RECOMMANDATIONS APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS INDIVIDUELLES EXISTANTES

Les dispositions du présent titre s'appliquent à l'ensemble des bâtiments de un ou deux niveaux situés dans les zones B2 délimitées sur le plan de zonage réglementaire, **à l'exception des constructions sur fondations profondes et sauf dispositions particulières résultant d'études réalisées dans le cadre des missions géotechniques définies dans la norme NF P94-500.**

Par ailleurs, en application de l'article R 562-5 du code de l'environnement, « les travaux de prévention imposés à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme avant l'approbation du plan et mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan ».

Article IV-1 Sont prescrits et d'application immédiate :

- pour toute nouvelle plantation d'arbre ou d'arbuste, le volume de l'appareil aérien doit être maîtrisé par un élagage régulier afin que la hauteur de l'arbre reste toujours inférieure à sa distance par rapport aux constructions individuelles (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes), sauf mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m.
- en cas de travaux de déblais ou de remblais modifiant localement la profondeur d'encastrement des fondations, le respect des mesures préconisées par une étude de faisabilité, en application de la mission géotechnique G12 spécifiée dans la norme NF P 94-500 ;
- en cas de remplacement des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales, la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation (raccords souples).
- pour toute réalisation nouvelle de puits, le respect d'une distance minimum de 10 m des constructions individuelles existantes

Article IV-2 Sont recommandés :

- pour les puits existants, et en l'absence d'arrêté préfectoral définissant les mesures de restriction des usages de l'eau, quelle que soit l'origine de l'eau utilisée, d'éviter tout pompage excessif à usage domestique, entre mai et octobre, dans un puit situé à moins de 10 m d'une construction individuelle et où la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.
- la récupération des eaux de ruissellement et leur évacuation des abords de la construction par un dispositif de type caniveau ou autre ;
- l'élagage régulier des arbres ou arbustes existants situés à une distance des constructions individuelles inférieure ou égale à leur hauteur (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes), sauf mise en place d'un écran anti-racine d'une profondeur minimale de 2 m.
- le contrôle régulier d'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales existantes et leur étanchéification en tant que besoin. Cette recommandation concerne les particuliers et les gestionnaires de réseaux.

--- ANNEXE ---

**ELEMENTS DE REPONSE AUX QUESTIONS FORMULÉES DEPUIS LE
COMITE DE PILOTAGE DU 27/11/2008**

1. Question sur le contrôle des servitudes d'abord par rapport aux mesures sur la végétation, responsabilité du maire dans l'exercice de ce contrôle :

Tout d'abord, il convient de noter que les obligations prévues par le PPRS dépassent le cadre de ce qui est contrôlé dans le cadre du permis de construire. On ne peut également contrôler que les éléments apparaissant au permis de construire qui nécessitent donc une demande d'autorisation ou qui figurent sur les plans fournis. Il est à noter que les nouvelles plantations d'arbres ne nécessitent pas d'autorisation.

Toutefois, le non respect d'une règle de fond (c'est-à-dire non soumise à déclaration ou demande d'autorisation) d'une servitude d'utilité publique peut générer des poursuites devant le tribunal correctionnel au même titre qu'une règle de fond quelconque d'un document d'urbanisme en vigueur. Il s'agit ici d'une infraction au PPRS et donc au titre du code de l'environnement.

Concernant les prescriptions sur la végétation, il est utile de rappeler qu'elles entrent dans le cadre de l'application d'un forfait de **mesures géotechniques** (sans la réalisation d'une étude géotechnique et pour les constructions individuelles). Il s'agit bien ici d'une règle de fond liée au risque géotechnique. Le maire peut donc être interpellé par un citoyen en vue de faire respecter les prescriptions du PPR Sécheresse afin d'éviter un risque géotechnique (police de l'environnement liée au PPR mais a priori pas la police générale de sécurité publique du maire qui recouvre des risques imminents).

2. Demande d'explicitation de la couverture CATNAT par rapport au régime d'indemnisation CATNAT

En complément du paragraphe 1.2 du règlement de PPR, on peut préciser que l'indemnisation en elle-même dépend d'une expertise réalisée par l'assurance. Cette expertise porte sur la qualification de l'origine du sinistre. L'objectif est de savoir si l'agent qui est la cause du sinistre est bien le caractère exceptionnel de la sécheresse et non un défaut de la construction mis en évidence par la sécheresse. Le non respect d'une recommandation du PPR ne peut pas être invoquée comme seul argument pour refuser une indemnisation. Une recommandation n'est pas une mesure « normale » de précaution. En revanche, il est possible que l'assurance au terme de son expertise demande que les recommandations du PPR soient mises en oeuvre en vue d'éviter ou de réduire les désordres.

En cas d'infraction constatée aux prescriptions du PPR « Sécheresse », notamment dans le cas d'une construction neuve non conforme au PPR « sécheresse », l'assureur pourra ne pas reconduire la couverture CATNAT dans le contrat d'assurance. Dans ce cas, l'assuré devra se retourner auprès du Bureau Central de Tarification pour obtenir une couverture CATNAT, mais vraisemblablement avec une franchise majorée.

3. Question sur la mise en place d'un écran anti-racine :

- Qui a obligation de réaliser l'écran anti-racinaire?
- Pour les arbres trentenaires ou séculaires, que deviennent les dispositions des articles 671, 672 et 673 du code civil?

Pour les constructions nouvelles, la mise en place d'un écran anti-racinaire, si elle est nécessaire, incombe au nouvel arrivant qui doit se prémunir des risques auxquels le terrain est exposé. Il s'agit là de l'application du principe d'adaptation de la construction au sol existant.

Pour les arbres existants, le PPRS ne propose lors de la construction que des recommandations, aussi la question de la prescription trentenaire ne se poserait pas à priori pour des arbres anciens.

Dans le cas d'une plantation nouvelle, la mise en place d'un écran anti-racinaire, si elle est jugée nécessaire, est à la charge du propriétaire des arbres qui pourraient générer un risque supplémentaire par rapport à l'existant.

Enfin, la prescription trentenaire du code civil ne s'applique pas au PPRS. D'une part, il s'agit de réglementation disjointe (code civil et code de l'environnement). D'autre part, la prescription trentenaire ne concerne que les distances par rapport à la limite de clôture.

4. Comment contrôler que le pétitionnaire a bien respecté les prescriptions/recommandations liées au PPRS ?

Les recommandations ne sont pas soumises, par nature, à examen lors de l'instruction du permis de construire.

En vertu de l'article R431-16 du code de l'urbanisme, le pétitionnaire doit fournir une attestation comme quoi il a réalisé une étude géotechnique ou pris en compte les mesures forfaitaires géotechniques proposées par le PPRS. **Il est nécessaire que le pétitionnaire précise s'il a réalisé l'étude ou appliqué le forfait de mesures géotechniques** (qui est le résultat d'une étude géotechnique en soi) prévu par le PPRS. Dans le cas de la réalisation d'une étude, le pétitionnaire doit fournir une attestation établie par l'architecte ou par un expert agréé (ex : bureaux d'études géotechniques et structures) certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception. Dans le cas de la mise en oeuvre du forfait de mesures géotechniques, l'architecte ou le pétitionnaire doit établir l'attestation. Le forfait de mesures géotechniques vaut réalisation d'une étude géotechnique par des experts agréés au sens du PPRS selon l'analyse de la DDEA.

En vertu de l'article R462-7 du code de l'urbanisme, il semble que le dossier de PPRS échappe à l'obligation de récolement des PPRN. En effet, le récolement n'est pas obligatoire dans le cas d'étude géotechnique permettant de déterminer l'aptitude du sol

à recevoir la construction. Selon l'analyse de la DDEA, le forfait de mesures géotechniques étant le résultat d'une étude globale géotechnique, il ne nécessite pas a priori de récolement au même titre que la réalisation de l'étude géotechnique à la parcelle.

Pour le contrôle des distances par rapport aux plantations, se référer à la réponse N°3.

. Remarque sur les distances de rejet des eaux pluviales et usées :

Les eaux de ruissellement de la plate-forme anti-évaporation peuvent être infiltrées à une distance de 1,50m notamment parce que le volume drainé est nettement plus faible que ceux relatifs aux eaux usées et pluviales.

L'infiltration des eaux de ruissellement de la plate-forme anti-évaporation à une distance de 1,50m n'est pas susceptible de générer des désordres géotechniques d'après les dernières connaissances.

Ceci n'est pas le cas des eaux pluviales ou usées qui correspondent à des volumes nettement plus importants d'où la différence dans le règlement du PPRS dans les distances d'éloignement à respecter.

Cette disposition a été validée au niveau national. Il ne nous apparaît donc pas pertinent d'augmenter cette exigence réglementaire qui ne serait pas justifiée sur le plan technique.

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale de l'Équipement et de l'Agriculture
de Haute-Garonne

Service Risques et Gestion de Crise

Unité Prévention des Risques
Ref : D09/

Toulouse, le 07 AVR. 2009

PPR Retrait-Gonflement des sols
argileux

Comité de Pilotage du 27 novembre
2008

Compte-Rendu

Liste des participants

- M. CREZE	Secrétaire Général Préfecture de la Haute-Garonne
- Mme HAEFFELIN	Préfecture de Toulouse / DACI
- M. CASELLATO	Maire-adjoint de Pinsaguel
- M. ABADIE	Maire-adjoint de Saint-Hilaire
- Mme GARRIC	Maire-adjointe de Brax
- M. CURGY	Directeur Technique de Tournefeuille
- M. BUTTO	Maire de Saint-Cezert
- Mme BOYE	Maire-adjointe de LHERM
- M. SUTRA	Conseiller/ Adjoint à l'urbanisme de Saint-Lys
- M. FRAISSE	Conseiller délégué de Plaisance du Touch
- M. SALAÜN	Maire-adjoint d'Aussonne
- M. AUPETIT	Maire-adjoint de Seilh
- M. GOHON	Maire de Thil
- M. SANCHEZ	Maire de Montaut sur Save
- M. VACCARI	Maire de Menville

Horaires d'ouverture : 9h00-12h30 / 13h30-16h00

Tél. : 05 61 58 51 00

Cité administrative, 2 bd Armand Duportal-BP70001
31074 Toulouse cedex 9

- Mme BOISSIE	Maire-adjointe d'Ondes
- Mme CRUZ	Maire-adjointe d'Ondes
- M. HACHE	Maire-adjoint de Merville
- M. COUCHAUX	Maire de Bragayrac
- M. MARTY	Maire-adjoint de Lamasquère
- M. FERRAND	Conseiller délégué à l'urbanisme de Villeneuve-Tolosane
- Mme DESQUILBET	Service Urbanisme de Villeneuve Tolosane
- M. DUPRAT	Maire-adjoint de Pins-Justaret
- Mme SIMONNOR	DGS de Labastidette
- Mme QUELLEC	Service Urbanisme de Pins-Justaret
- Mme DEL COL	Commune de Pins-Justaret
- M. VIRAZEL	Maire-adjoint de Roquettes
- Mme BUSINELLE	Rédacteur de Roquettes
- M. RAGOT	Maire de Lagardelle sur Lèze
- M. DUCASSE	Maire-adjoint de Saubens
- M. BREGU	Service Technique La Salvétat Saint-Gilles
- M. MELAC	Maire de Garac
- M. LIVIGNI	Service Technique de Cugnaux
- M. SAINT-PAUL	Conseiller municipal de Daux
- M. PARDO	Maire de Daux
- M. LAMARQUE	Maire de Caubiac
- M. CHAMBENOIT	Mairie de Levignac
- M. FINANCE	Maire de Drudas
- M. FOREY	Mairie de Portet sur Garonne
- Mme TOUTNIER MARRE	Mairie de Muret
- M. GERAUD	Service urbanisme de Labarthe sur Lèze
- M. VERDIER	Mairie de Blagnac
- Mme PONS	Mairie de Blagnac
- Mme MILHES	Maire-adjointe de Merenvielle
- Mme COUTTENIER	Maire de Sainte-Livrade
- Mme MOURGUE	Maire-adjointe de Colomiers
- M. DELGADO	Service environnement de Colomiers
- M. GUILBAULT	Maire-adjoint de Tournefeuille
- M. SAUVAGNAC	DDEA 31- SRGC
- M. GUIGNARD	DDEA 31 - SRGC - UPR
- M.CERDAN	DDEA 31 - SRGC - UPR
- Mme BOUROLLEC	BRGM

♦Ordre du jour :

Ce comité de pilotage a pour but :

- de faire le bilan sur les enquêtes publiques ;
- de présenter les suites données aux observations ;
- d'indiquer le calendrier d'approbation.

♦ Introduction par Monsieur CREZE

M. CREZE, le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, remercie les participants de leur présence. Il précise que le comité de pilotage ne se réunit pas pour la première fois sur ce sujet puisque le Plan de Prévention sur le Retrait-Gonflement des sols argileux (PPRS) a été lancé en 2005. M. le secrétaire général recadre le sujet en rappelant pourquoi a été réalisé un PPRS sur la Haute-Garonne, qui est un département particulièrement soumis à ce risque. Le PPRS possède un triple objectif :

- Informer les citoyens sur les risques liés aux argiles ;
- Protéger en instaurant des règles (le règlement devenant une servitude annexée au PLU) ;
- Protéger les propriétaires de l'évolution des primes et franchises d'assurances liées à ce risque.

L'élaboration de ces PPRS s'est faite en trois étapes : la carte d'aléa, le règlement et les enquêtes publiques en 2005.

Les trois années passées depuis 2005 s'expliquent par le fait que la doctrine de l'Etat n'était pas encore stabilisée. D'autre part, l'Etat souhaitait lever toutes les réserves émises lors des enquêtes publiques.

M. le secrétaire général exprime son souhait de voir ce dossier se finaliser rapidement et de l'approuver le PPRS, notamment pour garantir la sécurité juridique des habitants par rapport aux assurances.

♦ Présentation du diaporama par M.Guignard et Mme Bouroullec

- 1- Rappel / Historique
- 2- Bilan des enquêtes publiques
- 3- Les suites données à l'enquête publique
- 4- Planning

♦Discussions

M.CREZE présente les deux plaquettes de communication réalisée par la DDE. Il explique que de manière générale, les mesures réglementaires retenues sont plus souples que la doctrine générale, et invite les élus présents à poser des questions sur ce sujet un peu pointu.

Question : Pendant les 10 premières années après construction, tout propriétaire peut faire valoir une garantie décennale. Qu'est-ce qui différencie ce qui a trait à la garantie décennale de ce qui concerne le PPR.

Réponse de M. SAUVAGNAC (DDE): En général, les mal-façons relèvent de la garantie décennale. En cas de sinistre, l'expertise de l'assurance dira s'il s'agit d'une malfaçon ou si le bien peut bénéficier d'une indemnisation CATNAT.

Questions de M. COUCHAUX (Maire de Bragayrac): Ce règlement doit être annexé au PLU/POS. Et lorsque l'on ne dispose que d'une carte communale, comment cela se passe? Concernant les arbres, la notion de « maturité » a-t-elle un sens, il suffirait d'enlever ce terme du règlement ? Un arbre pousse toute sa vie. Comment allons-nous faire pour élaguer tous les arbres du domaine public? Doit-on couper tous les arbres?

Réponse de M. CREZE : Le PPR ne prévoit que des recommandations pour les arbres existants. Pour les nouvelles plantations, il faut respecter le PPRN sachant que la responsabilité civile s'appliquera toujours.

Réponse de M. GUIGNARD (DDE): Dans le cas d'une carte communale, le PPR s'applique sans être annexé. Le PPR est une servitude qui s'applique comme n'importe quelle autre servitude. On peut en effet retirer le terme « maturité » du règlement qui n'a plus lieu d'être. Il est important de maîtriser la taille de l'arbre. Nous sommes ici plus souple que le règlement national.

Question de M. AUPETIT (Mairie de Seilh) : Toujours concernant la végétation, qu'en est-il des espaces « boisés classés » en matière d'arrachage ?

Réponse de M. SAUVAGNAC : Tout dépend de la hauteur de l'arbre, de sa distance par rapport au bâtiment. On peut mettre un écran anti-racine, ou élaguer régulièrement. En dernier ressort la responsabilité civile s'exercera toujours.

Question : Lorsqu'un particulier construit à proximité d'un arbre de la voie publique, comment cela se passe?

Réponse de M. SAUVAGNAC : Le pétitionnaire devra réaliser une étude de sol ou alors devra se protéger.

Question de M. GUILBAULT (Mairie de Tournefeuille) : Que fait-on s'il y a un arbre à moins de 20 m d'une construction?

Réponse de M. SAUVAGNAC et M. GUIGNARD : Il n'y a pas obligation de l'abattre. Il n'y a pas d'élagage imposé pour l'existant mais juste des recommandations.

Constatation de M. MARTY (Mairie de Lamasquère) : La commune de Lamasquère possède des maisons « de maître » de plus de 200 ans, de vieilles granges,... Toutes ces vieilles bâtisses sans fondations ne bougent pas, contrairement aux nouvelles constructions, d'où l'hypothèse sur le fait que les désordres dus à la sécheresse ne concerneraient que les nouvelles constructions.

Réponse de M. GUIGNARD : Il existe des constructions anciennes qui connaissent aussi des problèmes liés au retrait-gonflement des argiles. Cela dépend du contexte local, de la nature des sous-sols. On ne peut être précis à la parcelle sans une étude de sol. Mais les constructions « lourdes » sont moins sensibles aux phénomènes de tassements différentiels liés à la sécheresse.

Question de M. COUCHAUX : Au niveau des rejets pluviaux, pourquoi le règlement permet une distance minimale de 5m, alors que 15 m sont toujours recommandés ?

Réponse de M. GUIGNARD : Les retours nationaux sur le sujet ont permis au Ministère d'assouplir le règlement sur ce point afin de réduire la distance minimale à 5 m, mais un éloignement de plus de 15 m est toujours recommandé.

Question de M. FOREY (Mairie de Portet sur Garonne) : Pourquoi en page 5 du règlement il est écrit que le trop plein des eaux de ruissellement doit être évacué à une distance minimale

de 1,5 m de toute construction individuelle, alors que la distance minimale est de 5 m pour les rejets pluviaux ?

Réponse de M. GUIGNARD : Le ministère considère que ce sont les rejets pluviaux qui posent problème vu leur volume. Les ruissellements en périphérie de la maison sont nettement moindres et peuvent être infiltrés plus près.

Question : Au-dessous de 5 m, doit-on refuser ?

Réponse M. SAUVAGNAC : on doit refuser ou alors il faut réaliser une étude géotechnique.

Question M. FOREY : Comment vérifier ces éléments qui ne figurent pas sur les documents du permis de construire ? L'étude géotechnique semblerait être la solution idéale, on aurait que des ennuis à choisir le forfait de mesures ?

Réponse de M. GUIGNARD : Lorsque le PPR est approuvé, si on impose une étude géotechnique, on n'a pas à faire le récolement des mesures constructives, les seules mesures à contrôler relèvent de l'urbanisme et l'interdiction de sous-sol partiel.

Question M. VERDIER (Mairie de Blagnac) : Si un citoyen choisit d'appliquer le forfait, quid du récolement des servitudes d'abord des constructions par le maire ? Quel est la responsabilité du maire en cas de non récolement ou en cas d'infraction sur la végétation ? Quel est l'impact paysager du PPR « Sécheresse » ? Y a-t-il des retours d'expérience sur ce sujet ?

Réponse de M. GUIGNARD : Depuis 2005, date d'approbation des premiers PPRS sur l'est de l'agglomération, on n'a pas eu d'échos de coupe massive d'arbres. Mais, quant à savoir si le PPR est bien appliqué, c'est une autre question. Quoiqu'il en soit, l'élagage des arbres est une mesure assez efficace d'après les retours d'expérience. Sur la question spécifique du récolement, le service de l'urbanisme de la DDE sera interrogé pour donner une réponse précise.

Question de M. CREZE : La délivrance d'un permis de construire peut-il valoir prescription d'une étude géotechnique ?

Réponse de M. GUIGNARD : Seule l'attestation de prise en compte est obligatoire lors du permis de construire. Le pétitionnaire devra dire s'il a fait l'étude ou s'il applique le forfait de mesures constructives.

Question M. FOREY : Serait-il possible d'avoir un document écrit sur le non-respect du PPR par rapport à la garantie CATNAT (indemnisation). On a le sentiment que le règlement permet beaucoup de désengagement pour les assurances.

Réponse de M. GUIGNARD : On fera un rappel au niveau du courrier de notification du PPRS.

M. Sauvagnac précise que la DDE est prête à remettre aux communes qui le désireraient les plaquettes de communication, sur demande.

♦Clôture par M. CREZE :

M. CREZE clôt le comité de pilotage de validation en pointant l'effort de communication fait par les services de l'Etat à travers les plaquettes réalisées. Il invite les mairies à poser leurs éventuelles questions dans les quinze jours qui suivent ce comité de pilotage pour ajuster le règlement du PPRS, afin d'approuver le contenu.

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

DIRECTION DES POLITIQUES
INTERMINISTÉRIELLES

Bureau de l'Environnement

A R R E T E

portant approbation du Plan d'exposition au bruit
(P.E.B.) de l'aérodrome de Toulouse-Francazal

Le Préfet de la région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L 571-11, L 571-13 et R 571-58 à R 571-65;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 147-1 à L 147-8 et R 147-1 à R 147-11 ;

Vu l'accord exprès exprimé par courriers des 8 décembre 2004 et 31 mars 2006 du ministre de la défense pour engager la révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal ;

Vu l'avis de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome de Toulouse-Francazal en date du 17 février 2006 sur les valeurs de l'indice Lden à prendre en compte pour déterminer les limites extérieures des zones B et C du projet de révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2006 modifié par arrêté préfectoral du 26 janvier 2007 portant mise en révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2006 modifié par arrêté préfectoral du 29 janvier 2007 portant application par anticipation des dispositions de l'article L 147-5 du code de l'urbanisme concernant la zone C du projet de révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal ;

Vu le projet de révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal comportant un rapport de présentation et un plan au 1/25000^{ème} joints à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2006 modifié par arrêté préfectoral du 26 janvier 2007 portant mise en révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal ;

Vu les avis des communes concernées et des établissements publics de coopération intercommunale compétents sur le projet de révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal consultés les 28 juillet 2006 et 1^{er} février 2007 ;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'environnement de l'aérodrome de Toulouse-Francazal sur le projet de révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal, consultée les 19 octobre 2006 et 19 février 2007 ;

Vu le dossier soumis à enquête publique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2007 portant ouverture de l'enquête publique sur le projet de révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal du 26 février 2007 au 28 mars 2007 inclus ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur la révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal émettant un avis favorable assorti d'une réserve et d'une recommandation ;

Vu la lettre du 28 août 2007 sollicitant l'accord exprès du ministre de la défense pour l'approbation du plan d'exposition au bruit révisé de l'aérodrome de Toulouse-Francazal ;

Vu l'accord exprès à l'approbation du plan d'exposition au bruit révisé de l'aérodrome de Toulouse-Francazal du ministre de la défense en date du 14 novembre 2007 ;

Considérant que le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal, approuvé le 8 octobre 1991, nécessite d'être révisé pour le mettre en conformité avec les dispositions réglementaires en vigueur, notamment l'utilisation de l'indice Lden et la création d'une zone D et pour l'adapter aux nouvelles prévisions de trafic aérien sur la plate-forme de Toulouse-Francazal ;

Considérant qu'il convient de prendre les mesures nécessaires et adaptées pour réglementer l'utilisation des sols exposés aux nuisances engendrées par l'activité de l'aérodrome de Toulouse-Francazal en vue d'assurer la protection et l'information des populations contre ces nuisances ;

Considérant qu'il convient de lever la réserve formulée par le commissaire enquêteur ;

Considérant que les points fixes seront désormais exceptionnels et liés au dépannage éventuels d'avions de passage et qu'ils seront réalisés dans le plus strict respect de contraintes horaires conformément aux demandes des mairies avoisinantes ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Garonne,

ARRETE

Article 1 – Le plan d'exposition au bruit révisé de l'aérodrome de Toulouse-Francazal est approuvé conformément au dossier annexé au présent arrêté.

Article 2 – Le plan d'exposition au bruit concerne le territoire des communes suivantes : CUGNAUX, FROUZINS, LACROIX-FALGARDE, PINSAGUEL, PLAISANCE-DU-TOUCH, PORTET SUR GARONNE, ROQUES SUR GARONNE, VILLENEUVE-TOLOSANE, TOULOUSE et TOURNEFEUILLE.

Article 3 – Le plan d'exposition au bruit comprend :

- ☐ un rapport de présentation
- ☐ un plan à l'échelle 1/25000^{ème} faisant apparaître les limites des zones A, B, C et D.

L'indice Lden définissant la limite extérieure de la zone A est fixée à 70
 L'indice Lden définissant la limite extérieure de la zone B est fixée à 62
 L'indice Lden définissant la limite extérieure de la zone C est fixée à 57
 L'indice Lden définissant la limite extérieure de la zone D est fixée à 50

Article 4 – Le plan d'exposition au bruit révisé de l'aérodrome de Toulouse-Francazal pourra être consulté dans les mairies des communes de CUGNAUX, FROUZINS, LACROIX-FALGARDE, PINSAGUEL, PLAISANCE-DU-TOUCH, PORTET SUR GARONNE, ROQUES SUR GARONNE, VILLENEUVE-TOLOSANE, TOULOUSE et TOURNEFEUILLE, au siège de la Communauté d'agglomération Sud-Est toulousain (SICOVAL) à la préfecture de la Haute-Garonne (Direction des politiques interministérielles-bureau de l'environnement) et à la Direction départementale de l'équipement.

Article 5 – La mention des lieux où les documents peuvent être consultés sera insérée dans deux journaux à diffusion régionale ou locale dans le département et affichée dans les mairies et au siège des établissements publics de coopération intercommunale concernés.

Article 6 – Le plan d'exposition au bruit révisé entrera en vigueur après sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et après que les formalités de publicité prévues à l'article 5 auront été accomplies.

Article 7 – L'arrêté préfectoral du 31 juillet 2006 modifié portant application par anticipation de la zone C du projet de PEB de l'aérodrome de Toulouse-Francazal est abrogé à compter de la date d'entrée en vigueur du nouveau plan d'exposition au bruit.

Article 8 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulouse, dans le délai de deux mois suivant sa publication.

Article 9 – Le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Garonne,
 Les maires des communes de CUGNAUX, FROUZINS, LACROIX-FALGARDE, PINSAGUEL, PLAISANCE-DU-TOUCH, PORTET SUR GARONNE, ROQUES SUR GARONNE, VILLENEUVE-TOLOSANE, TOULOUSE et TOURNEFEUILLE,
 Le Sous-Préfet de Muret,
 Le Président de la Communauté d'agglomération du SICOVAL,
 Le Directeur départemental de l'équipement,
 Le Directeur régional de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Toulouse, le 18 JUIN 2008

Pour le Préfet
 Le Secrétaire Général
 de la Préfecture de la Haute-Garonne
 Patrick CREZE

Limite extérieure ZONE D



PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

ARRETE n° **N° 4** **21**
de classement sonore des
infrastructures de transports
terrestres de la Haute-Garonne

Le préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L571-10 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles R 111-4-1, R 111-23-1 à R 111-23-3 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles R111-1, R111-3-1, R123-13, R 123-14, R123-22, R311-10 ;

Vu le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu les trois arrêtés ministériels du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement, de santé et dans les hôtels ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 Octobre 1998 instituant le Comité de Pilotage départemental de classement sonore des infrastructures de transports terrestres sur le département de la Haute-Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°138 du 26 Juillet 2000 relatif au classement sonore des infrastructures de transports terrestres de la Haute-Garonne ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

ARRETE :

Article 1 :

Les dispositions des arrêtés ministériels du 30 mai 1996 et du 25 avril 2003 susvisés sont applicables, dans le département de la Haute-Garonne, aux communes **d'Aussonne, Balma, Beauzelle, Blagnac, Castanet Tolosan, Colomiers, Cornebarrieu, Cugnaux, Fonbeauzard, Fontenilles, Launaguet, Lègevin, Lévignac, Mane, Mondonville, Montaigut sur Save, Plaisance du Touch, Revel, Saint Gaudens, Saint-Lys, Saint Orens, la Salvetat St. Gilles, Seysses et de Verfeil**, aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres listées dans le tableau et représentées sur une carte joints en annexe.

Le tableau donne, pour ces 24 communes et pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté ministériel du 30 mai 1996 susmentionné.

La carte schématise le classement, mais seules font foi les indications du tableau annexé.

Pour les communes qui ne sont pas concernées par le présent arrêté, c'est l'arrêté préfectoral n° 138 du 26 juillet 2000 qui continue de s'appliquer.

Article 2 :

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies par la norme NF S 31-130 "cartographie du bruit en milieu extérieur".

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau, comptée de part et d'autre de l'infrastructure à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche.

Article 3 :

Le classement des infrastructures de transports terrestres dans le département de la Haute-Garonne et la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure sont définis en fonction des niveaux sonores de référence, dans le tableau suivant :

Catégorie de l'infrastructure	Niveau sonore de référence L _d en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore de référence L _n en période nocturne (en dB(A))	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
1	$L > 81$	$L > 76$	d = 300 m
2	$76 < L \leq 81$	$71 < L \leq 76$	d = 250 m
3	$70 < L \leq 76$	$65 < L \leq 71$	d = 100 m
4	$65 < L \leq 70$	$60 < L \leq 65$	d = 30 m
5	$60 < L \leq 65$	$55 < L \leq 60$	d = 10 m

Article 4 :

Conformément au décret n° 95-21 susvisé, les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit et mentionnés à l'article 1 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs, déterminé selon l'arrêté ministériel du 30 mai 1996 susvisé.

Cet isolement est déterminé, soit de manière forfaitaire par une méthode simplifiée dont les modalités sont définies à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 mai 1996, soit de manière spécifique sous la responsabilité du maître d'ouvrage du bâtiment à construire, par un calcul conforme aux modalités définies à l'article 7 du même arrêté.

Article 5:

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et de son affichage pendant une durée de un mois minimum en mairie.

Article 6:

Le présent arrêté devra être annexé au POS ou au PLU par les maires des communes visées à l'article 1 du présent arrêté.

Les secteurs affectés par le bruit, définis en annexe, devront être reportés sur les documents graphiques du POS ou du PLU par les maires des communes visées à l'article 1.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, les sous-préfets des arrondissements de Muret et de Saint-Gaudens, les maires des communes visées à l'article 1 et le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Toulouse, le **18 JAN. 2006**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général de la
Préfecture de la Haute-Garonne

Hervé SADOUL

ANNEXES :

Annexe I : tableau du classement sonore pour les 24 communes concernées et classées par ordre alphabétique

Annexe II : Cartographie du classement sonore

ssss sss

Légende :

(1) : La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-après, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche.
- pour les voies ferrées, à partir du rail extérieur de la voie la plus proche.

TO = Tissue Ouvert

U = Rue en U

Rpt = Rond Point

Periph = périphérique

(ACCM) = Axes de Continuité du Canal du Midi

I. = Intersection

E. = Échangeur

Av. = avenue

L.C. = Limite de commune

ER = Emplacement réservé

COMMUNE DE CUGNAUX

Communes concernées.	Noms des infrastructures	Délimitation du tronçon	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (l)	Type de tissu (rue en "U" ou en To)
CUGNAUX	Voie du canal de St Martory	RD23 - L.C. avec Villeneuve Tolosan	3	100m	To
	RD 15	L.C. – L.C. avec P/sur Garonne	3	100m	To
	RD 23	L.C. avec Villeneuve Tolosane - 300m après RD924a	4	30m	To
	RD 23	300m après RD924a - RD63 (L.C. avec Toulouse)	3	100m	To
	RD 24	L.C. avec Villeneuve Tolosane - RD15	3	100m	To
	RD 24	RD15 - sortie aggro. Cugnaux	4	30m	To
	RD 24	sortie aggro. Cugnaux - L.C. avec Plaisance du Touch	3	100m	To
	RD 63	L.C. - L.C.	4	30m	To
	RD 63a	L.C. avec Tournefeuille - 900m du RD63	4	30m	To
	RD 63a	900m du RD63 - Entrée aggro. Cugnaux	3	100m	To
	RD 63a	Entrée aggro. Cugnaux - RD24	4	30m	To
	RD 924 a	RD 23-500m du RD23	4	30m	To
	RD 924a	500m du RD23 – RD15	3	100m	To
	<u>Voies communales.</u>				
	Av. du 11 Novembre	Av. de Toulouse.- Place de Rethonde	4	30m	To
	Av. de la Résistance	Place de Rethonde – R.P. de la France Libre.	4	30m	To
	Av. du Général Leclerc	R.P. de la France Libre.- RD 24	4	30m	To

COMMUNE DE CUGNAUX

source : fond IGN scan 25 -
Echelle : 1/20 000

